

La voix de l'Opposition de gauche

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.

14 juillet 2012

1- Ayrault déjà dans l'après PSA Aulnay.

A travers un communiqué, Jean-Marc Ayrault a demandé à la direction de PSA "d'engager sans délai une concertation exemplaire, loyale et responsable avec les partenaires sociaux afin que toutes les alternatives que pourraient proposer les représentants des salariés et leurs experts puissent être étudiées et discutées" afin de préserver l'emploi et l'activité industrielle en France. (<http://www.parti-socialiste.fr>)

Alternatives à quoi ? Mais à la fermeture de l'usine d'Aulnay, aux licenciements sur les autres sites. Il situe bien son discours après, l'affaire est réglée selon lui, c'est ce que pense aussi les actionnaires, quelle coïncidence !

A bas le gouvernement des actionnaires !

2- Le gouvernement courroie de transmission des plans sociaux ou porte-parole des actionnaires.

Confronté à une multitude de plans sociaux sortis récemment du placard, l'Etat veut s'afficher comme pompier, sauvant les salariés français de patrons et d'actionnaires sans scrupules, mais ses marges de manoeuvre sont limitées face aux volontés de groupes privés dans un contexte de crise.

"Nous n'acceptons pas en l'état le plan" de restructuration de PSA Peugeot Citroën, a asséné jeudi au Sénat le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Le verdict est clair, mais Peugeot est un groupe entièrement privé qui n'a pas de comptes à rendre à l'Etat.

"Les marges de manoeuvre sont effectivement très minces, surtout dans un contexte de retour à l'équilibre des finances publiques", estime Eric Heyer, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

"A très court terme l'Etat peut simplement essayer d'obtenir des garanties sur le reclassement et la reconversion des salariés", comme pour l'aciérie de Gandrange il y a quelques années, explique E. M. Mouhoud, professeur à l'Université Paris-Dauphine. "Mais à moyen terme il peut agir en faveur d'une relance de la demande car il s'agit moins d'un problème de coût du travail que de l'extrême faiblesse de la demande en Europe", ajoute-t-il.

Dans les groupes où l'Etat est principal actionnaire, il est évidemment plus facile de changer les orientations. Quand fin 2011, un plan de restructuration d'Areva est révélé, concernant plus d'un millier d'emplois en France, le gouvernement de l'époque avait convoqué le patron du groupe nucléaire et finalement, le plan de départs volontaires prévu s'était transformé en simple gel des embauches.

Face à un groupe privé indépendant, la première arme du gouvernement - et souvent la seule - est de jeter l'opprobre publiquement et donc médiatiquement.

Au-delà des convocations de patrons, le nouveau gouvernement reste encore assez flou sur ses moyens.

"Nous sommes d'abord dans une préoccupation de vérifier la réalité économique de ce qui se passe", a affirmé M. Montebourg.

Des experts ont ainsi été mandatés pour aller voir chez PSA et ArcelorMittal.

Concédant qu'il y aura des échecs, le ministre du Redressement productif estime devoir faire de *"la médecine d'urgence"*. Doux, Fralib, Technicolor... l'Etat veut mettre autour de la table patronat et syndicats et intervenir dans la recherche de repreneurs. *"Dossier après dossier, nous rechercherons les solutions, à la fois économiques et sociales"*, a promis le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Pour limiter la casse sociale, l'Etat peut évidemment subventionner le chômage partiel. *"C'est son seul moyen à court terme, mais cela coûte cher et si c'est une crise structurelle, on ne fait que déplacer le problème"*, estime M. Heyer. Selon lui, l'Etat doit surtout *"être un Etat stratège"*, définissant précisément les secteurs d'avenir, méritant d'être soutenus, et ceux qui n'ont plus de perspective en France. *"Auquel cas, il faut qu'il organise une transition pour les salariés."*

"L'Etat doit être de temps en temps dans la peau d'un investisseur et d'un stratège", considère Eric Heyer, d'après qui les sureffectifs sont encore importants dans l'Union européenne. *"Une croissance proche de zéro depuis 20 ans en Europe, cela se paie"*, avertit M. Mouhoud. (AFP 13.07)

Mais l'Etat fait-il autre chose quel que soit le gouvernement en place, que d'être *"dans la peau d'un investisseur et d'un stratège"* ?

La logique des *"investisseur"* et des *"stratèges"* doit l'emporter sur tout autre considération, à commencer par les intérêts des travailleurs, leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, normal sous un régime capitaliste géré par l'UMP ou le PS. Soit on s'aligne sur cette logique, soit on la rejette pour se situer strictement sur les besoins des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Le capitalisme est incompatible avec le plein emploi, avec des salaires qui permettent de satisfaire nos besoins, avec des conditions de travail respectueuses des travailleurs, il doit donc dégager. L'Etat est impuissant ou refuse de remettre en cause la logique criminelle du capitalisme, il doit donc dégager. Voilà la seule issue politique possible pour les travailleurs, maintenant, tout de suite et pour les générations présentes et à venir.

3- Quand Hollande recycle les experts de Sarkozy. Il est *"cohérent"* avec lui-même. (suite).

C'est un diplomate qui pilotera le nouveau Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale.

L'homme désigné par le président François Hollande, Jean-Marie Guéhenno, 62 ans, a été secrétaire général adjoint du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU et assistait depuis le printemps Kofi Annan dans la mission en Syrie. Il est conseiller maître à la Cour des comptes.

Le travail de redéfinition de la stratégie de défense durera jusqu'à la fin de 2012. La lettre de mission insiste sur quatre sujets : la ' *cohérence* ' à établir entre les missions et les équipements des armées, pour que celles-ci puissent s'engager dans la durée ; la définition des capacités qui assurent la souveraineté et l'indépendance de la France ; les enjeux de politique industrielle dans le secteur de la défense ; la gestion des ressources humaines des armées.

Point notable, la commission ne fera pas de la dissuasion nucléaire un point de débat, mais celle-ci devra être clairement articulée à la politique de défense : *'J'ai confirmé le maintien de la stratégie de dissuasion nucléaire, écrit le président de la République à M. Guéhenno dans sa lettre de mission, votre réflexion portera donc aussi bien sur la meilleure articulation, aujourd'hui et demain, entre cette stratégie et les autres volets de notre politique générale de défense et de sécurité nationale, que sur la doctrine d'engagement de nos armées sur les théâtres extérieurs ou pour la protection de notre territoire.'* (lemonde.fr 13.07)